

Accessibilité des SMA
GT « **Propositions de modifications du règlement** »
12 avril 2018

Ch. 1. Dispositions générales

Ch. 2. Obligations des éditeurs

Ch. 3. Obligations des distributeurs

Ch. 4. Obligations de communication sur les programmes accessibles

Ch. 5. Mise en œuvre du règlement et respect des obligations

Ch. 6. Dispositions transitoires, groupe de suivi

Ch. 7. Dispositions finales

Définitions

Art. 1er.

1. « accessibilité » : la mise à disposition des personnes en situation de déficience sensorielle de services de médias audiovisuels au moyen, notamment, de l'interprétation en langue des signes, du sous-titrage, de l'audiodescription et de la réalisation de menus de navigation faciles d'utilisation ;
2. « sous-titrage » : la retranscription écrite de tous les propos tenus dans un programme, auxquels peuvent être associés des informations complémentaires visant à faciliter la compréhension par l'utilisateur ;
3. « audiodescription » : le procédé consistant à insérer une description claire et succincte des événements qui apparaissent à l'écran entre les propos tenus dans un programme et visant à faciliter la compréhension par l'utilisateur ;
4. « langue des signes » : la langue des signes de Belgique francophone telle que reconnue par le décret du 22 octobre 2003 relatif à la reconnaissance de la langue des signes ;
5. « référent accessibilité » : une personne référente pour les questions liées à l'accessibilité ;

6. « déficience sensorielle » : une déficience visuelle et/ou auditive ;
7. « télévisions locales » : les éditeurs locaux de service public télévisuel ;
8. « éditeur » : éditeur de services télévisuels ;
9. « distributeur » : toute personne morale qui met à disposition du public un ou des services de médias audiovisuels par le biais d'un réseau de télédistribution ;
10. « pictogrammes » : les pictogrammes nécessaires à l'identification des programmes rendus accessibles, conformes aux modèles reproduits en annexe 2 au présent règlement ;
11. « heures de grande écoute » : tranche horaire de 13 heures à minuit.

Champs d'application

Art. 2.

Le présent règlement s'applique aux éditeurs et aux distributeurs actifs en Communauté française et sans préjudice de réglementations plus contraignantes relatives à l'accessibilité applicables à certains éditeurs, notamment prévues par le contrat de gestion de la RTBF et les conventions avec les télévisions locales.

- Ch. 1. Dispositions générales
- Ch. 2. **Obligations des éditeurs**
- Ch. 3. Obligations des distributeurs
- Ch. 4. Obligations de communication sur les programmes accessibles
- Ch. 5. Mise en œuvre du règlement et respect des obligations
- Ch. 6. Dispositions transitoires, groupe de suivi
- Ch. 7. Dispositions finales

Quotas

Orientations du groupe de travail

- I** Davantage d'obligations de résultat
- II** Obligations imposées par service (non par éditeur)
- III** Obligations selon un seuil d'audience
- IV** 3 obligations de résultat spécifiques
- V** Créneau horaire de diffusion afin de mettre en valeur les programmes accessibles
- VI** Chartes de qualité pertinentes
- VII** Prise en compte de la TV non linéaire

Art. 3.

Lorsque l'audience moyenne annuelle d'un service télévisuel linéaire édité par la RTBF, une télévision locale ou un éditeur privé et distribué sur plateforme de distribution fermée est égale ou supérieure à 2,5% de l'audience moyenne annuelle de l'ensemble des services de médias audiovisuels disponibles en Communauté française, l'éditeur dudit service est soumis aux obligations annuelles suivantes :

1° en matière de sous-titrage : 95% des programmes du service sont sous-titrés ;

2° en matière d'audiodescription : 25% des programmes de fiction et documentaires, diffusés aux heures de grande écoute, à l'exception des formats courts, sont audiodécrits.

Art. 4. § 1er.

Lorsque l'audience moyenne annuelle d'un service télévisuel linéaire édité par la RTBF ou une télévision locale et distribué sur plateforme de distribution fermée est inférieure à 2,5% de l'audience moyenne annuelle de l'ensemble des services de médias audiovisuels disponibles en Communauté française, l'éditeur dudit service est soumis aux obligations annuelles suivantes :

- 1° en matière de sous-titrage : 50% des programmes du service sont sous-titrés ;
- 2° en matière d'audiodescription : 15% des programmes de fiction et documentaires, diffusés aux heures de grande écoute, à l'exception des formats courts, sont audio décrits.

Art. 4. § 2.

Lorsque l'audience moyenne annuelle d'un service de médias audiovisuels édité par un éditeur privé et distribué sur plateforme de distribution fermée est inférieure à 2,5% de l'audience moyenne annuelle de l'ensemble des services de médias audiovisuels disponibles en Communauté française,

l'éditeur dudit service de tout mettre en œuvre afin d'atteindre les seuils mentionnés à l'article 3, § 2

Langue des signes

Art. 8.

Les éditeurs de services télévisuels linéaires distribués sur plateforme de distribution fermée **mettent tout en œuvre** pour rendre accessibles leurs programmes au moyen d'une **interprétation en langue des signes**,

avec une attention particulière aux **programmes d'information** et ceux destinés à la **jeunesse**.

Délai de mise en œuvre

Art. 22.

Les éditeurs et distributeurs disposent d'un **délai de quatre ans** à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour **remplir leurs obligations** prévues par ledit règlement.

Dispositions transitoires

Art. 23.

Au terme d'un **délai de deux ans** à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, les éditeurs atteignent **50% des obligations** visées aux articles 3 et 4.

Au terme d'un **délai de trois ans** à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, les éditeurs atteignent **75% des obligations** visées aux articles 3 et 4.

Définition des programmes

Art. 5.

Pour l'application des articles 3, 4 et 23, **ne sont pas considérés comme programmes** devant être rendus accessibles sur plateforme de distribution fermée au moyen de sous-titrage et d'audiodescription,

- les **programmes diffusés au sein d'un service linéaire protégé,**
- **l'autopromotion**
- et la **communication commerciale.**

Qualité

Orientations du groupe de travail

- I** Davantage d'obligations de résultat
- II** Obligations imposées par service (non par éditeur)
- III** Obligations selon un seuil d'audience
- IV** 3 obligations de résultat spécifiques :
- V** Créneau horaire de diffusion afin de mettre en valeur les programmes accessibles
- VI** Chartes de qualité pertinentes
- VII** Prise en compte de la TV non linéaire

Art. 6. § 1^{er}.

Les éditeurs de services télévisuels linéaires distribués sur plateforme de distribution fermée garantissent que le sous-titrage permette une **identification des sources sonores**.

Ils garantissent, en outre, que le sous titrage des programmes de fiction et documentaires comporte des **informations complémentaires**, telles que l'**environnement sonore**.

§ 2. Les éditeurs de services télévisuels linéaires distribués sur plateforme de distribution fermée mettent tout en œuvre afin d'appliquer les recommandations relatives à la **qualité** des services rendus accessibles dont la liste est jointe en annexe 1^{re} au présent règlement.

Messages d'intérêt général et événements d'intérêt majeur

Art. 7.

Les éditeurs de services télévisuels linéaires distribués sur plateforme de distribution fermée garantissent, le cas échéant avec le concours de l'institution publique commanditaire, que :

- 1° les messages d'intérêt général de sécurité à caractère urgent soient sous-titrés et possiblement interprétés en langue des signes ;
- 2° les messages d'intérêt général de santé publique, y compris ceux diffusés au sein d'une succession de spots de communication commerciale, soient sous-titrés et interprétés en langue des signes.

Art. 9.

Les éditeurs de services télévisuels linéaires distribués sur plateforme de distribution fermée mettent tout en œuvre afin de rendre accessibles les **événements d'intérêt majeur** mentionnés dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 2004 fixant la liste d'événements d'intérêt majeur et leurs modalités de diffusion.

Services télévisuels linéaires sur plateforme ouverte

Art. 10.

Les éditeurs de services télévisuels linéaires distribués sur plateforme de distribution ouverte **mettent tout en œuvre** afin de développer l'accessibilité de leurs programmes.

Services télévisuels non linéaires

Orientations du groupe de travail

- I** Davantage d'obligations de résultat
- II** Obligations imposées par service (non par éditeur)
- III** Obligations selon un seuil d'audience
- IV** 3 obligations de résultat spécifiques :
- V** Créneau horaire de diffusion afin de mettre en valeur les programmes accessibles
- VI** Chartes de qualité pertinentes
- VII** Prise en compte de la TV non linéaire

Art. 11.

Les éditeurs de services télévisuels non linéaires distribués sur plateforme de distribution fermée **mettent tout en œuvre** afin de mettre à disposition des utilisateurs, dans leur catalogue de programmes, une **proportion de 25% de programmes** rendus accessibles.

Ils mettent tout en œuvre afin de développer un **environnement facile d'utilisation** assurant la visibilité et la prééminence adéquate des programmes rendus accessibles.

Art. 12.

Les éditeurs de services télévisuels non linéaires distribués sur plateforme de distribution ouverte **mettent tout en œuvre** afin de développer l'accessibilité de leurs programmes.

- Ch. 1.** Dispositions générales
- Ch. 2.** Obligations des éditeurs
- Ch. 3. Obligations des distributeurs**
- Ch. 4.** Obligations de communication sur les programmes accessibles
- Ch. 5.** Mise en œuvre du règlement et respect des obligations
- Ch. 6.** Dispositions transitoires, groupe de suivi
- Ch. 7.** Dispositions finales

Obligations

Orientations du groupe de travail

- I** **Davantage d'obligations de résultat**
- II** **Mise en place d'un groupe de suivi pour plus d'efficacité de mise en œuvre**

Art. 13.

Les distributeurs **mettent gratuitement à disposition** des utilisateurs tous les programmes rendus accessibles par les éditeurs visés aux articles 3, 4 et 11. Les dispositions techniques nécessaires sont à leur charge.

Les distributeurs **mettent tout en œuvre** afin de mettre à disposition des utilisateurs tous les programmes rendus accessibles par les éditeurs de services télévisuels autres que ceux visés aux articles 3, 4 et 11, avec une attention particulière pour ceux rendus accessibles par les **éditeurs francophones étrangers**.

Art. 14.

Les distributeurs **mettent tout en œuvre** pour **faciliter l'utilisation des menus de navigation** afin de permettre aux personnes en situation de déficience sensorielle un accès rapide et compréhensible aux fonctionnalités d'accessibilité.

Mise en place d'un groupe de suivi

Orientations du groupe de travail

- I** Davantage d'obligations de résultat
- II** Mise en place d'un groupe de suivi pour plus d'efficacité de mise en œuvre

Art. 24.

Un **groupe de suivi** est institué pour une **durée de quatre ans** à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement. Il se réunit sur demande d'un de ses membres.

Il est composé de représentants des services du **CSA** et des référents accessibilité des **éditeurs** et **distributeurs** visés à l'article 19. Il peut se faire assister par des experts.

Il a pour mission d'identifier les **freins techniques** à la **bonne application** du présent règlement et de rendre un avis qui est transmis au Collège d'autorisation et de contrôle pour délibération.

Le groupe de suivi tient compte des **recommandations** qui lui sont destinées jointes en annexe 3 au présent règlement.

- Ch. 1. Dispositions générales
- Ch. 2. Obligations des éditeurs
- Ch. 3. Obligations des distributeurs
- Ch. 4. **Obligations de communication sur les programmes accessibles**
- Ch. 5. Mise en œuvre du règlement et respect des obligations
- Ch. 6. Dispositions transitoires, groupe de suivi
- Ch. 7. Dispositions finales

Via leurs propres moyens - éditeurs

Orientations du groupe de travail

- I** Editeurs - Obligation de communication (BA, début de programme)
- II** Distributeurs - Obligation de communication (EPG)
- III** Via des médias tiers

Art. 15.

Dans les **bandes annonces** des programmes destinées aux utilisateurs, les éditeurs :

- 1° incrustent le **pictogramme** correspondant au type d'accessibilité disponible et,
- 2° lorsqu'il s'agit de programmes audiodécrits, en font également la **mention sonore**.

En **début de programme**, les éditeurs :

- 1° incrustent le **pictogramme** correspondant au type d'accessibilité disponible et,
- 2° lorsqu'il s'agit de programmes audiodécrits, affichent un **message d'avertissement** et en font également la **mention sonore**.

Les **pictogrammes** visés aux alinéas 1^{er}, 1°, et 2, 1°, et les **messages écrits d'avertissement** visés à l'alinéa 2, 2°, sont rendus visibles à l'écran pendant le temps nécessaire à leur **identification** par les utilisateurs.

Les **messages sonores** visés aux alinéas 1^{er}, 2°, et 2, 2°, sont **rendus audibles** pendant le temps nécessaire à leur bonne assimilation par les utilisateurs, en veillant à leur **intelligibilité**.

Via leurs propres moyens - distributeurs

Orientations du groupe de travail

- I** Editeurs - Obligation de communication (BA, début de programme)
- II** Distributeurs - Obligation de communication (EPG)
- III** Via des médias tiers

Art. 16.

Dans les guides électroniques de programmes, les distributeurs incrustent le pictogramme correspondant au type d'accessibilité disponible.

Le catalogue d'un service non linéaire est assimilé aux guides électroniques de programmes visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 17.

Le distributeur identifie comme tel le canal destiné à l'audiodescription.

Via des moyens tiers

Orientations du groupe de travail

- I** Editeurs - Obligation de communication (BA, début de programme)
- II** Distributeurs - Obligation de communication (EPG)
- III** Via des médias tiers

Art. 18.

Dans leur **communication externe**, les éditeurs et distributeurs communiquent les informations relatives à l'accessibilité au moyen des **pictogrammes**.

Par communication externe au sens de l'alinéa 1^{er}, on entend la communication des programmes

- soit par leurs **propres** moyens,
- notamment sur leur **site Internet**
- ou sur les **services de médias sonores** qu'ils éditent,
- soit par le biais de **médias tiers**,
- notamment la **presse écrite**.

- Ch. 1. Dispositions générales
- Ch. 2. Obligations des éditeurs
- Ch. 3. Obligations des distributeurs
- Ch. 4. Obligations de communication sur les programmes accessibles
- Ch. 5. **Mise en œuvre du règlement et respect des obligations**
- Ch. 6. Dispositions transitoires, groupe de suivi
- Ch. 7. Dispositions finales

Référent accessibilité

Art. 19.

Chaque éditeur et distributeur **désigne en son sein un référent accessibilité.**

Il a pour missions :

- 1° de **veiller au respect des obligations** prévues par le présent règlement au sein de son entreprise ;
- 2° de **faciliter le dialogue** avec les autorités, institutions, associations de personnes en situation de déficience sensorielle et le grand public sur les questions relatives à l'accessibilité des programmes.

Contrôle de respect des obligations

Art. 20.

Les éditeurs et distributeurs transmettent chaque année au Collège d'autorisation et de contrôle du CSA un **rapport circonstancié relatif à leur mise en œuvre des obligations**, tant de moyens que de résultats, qui leur sont imposées par ou en vertu du présent règlement. Le Collège d'autorisation et de contrôle fixe le délai de transmission du rapport et peut en préciser le contenu.

Art. 21.

Le **Collège d'autorisation et de contrôle du CSA rend un avis** sur la réalisation des obligations des éditeurs et distributeurs destinataires du présent règlement.

- Ch. 1.** Dispositions générales
- Ch. 2.** Obligations des éditeurs
- Ch. 3.** Obligations des distributeurs
- Ch. 4.** Obligations de communication sur les programmes accessibles
- Ch. 5.** Mise en œuvre du règlement et respect des obligations
- Ch. 6.** Dispositions transitoires, groupe de suivi
- Ch. 7. Dispositions finales**

Réexamen du règlement

Art. 25.

Si les **circonstances le justifient**, le Collège d'avis réexamine le présent règlement et, suite à ce réexamen, rend un avis s'il estime que ses obligations doivent être révisées.

Entrée en application

Art. 26.

Le règlement du Collège d'avis du 6 mai 2011 relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes à déficience sensorielle, contenu dans l'avis du Collège d'avis n°02/2011 et approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2011, est **abrogé**.

Art. 27.

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

MERCI